

L'oubli de la politique

Il ne fut pas aisé d'écrire sur et après le 7 octobre 2023. En cause, outre un contexte politique d'hostilité maximale et l'isolement qui pouvait en découler, la difficulté à penser ce qui avait eu lieu, à le ressaisir en termes politiques puisque, selon toute évidence, la politique elle-même était dévastée¹. Pour nombre d'entre nous, le coup avait été puissant, les ténèbres aussi brusques que denses. Seule était claire la conscience d'une impasse grosse des désastres humains, politiques et intellectuels à venir, dès lors qu'au massacre on répondrait par un massacre démultiplié. Dès « Faire date autrement » (novembre 2023), je fais l'hypothèse suivante : « Cette guerre qui détruit avec elle toute possibilité qu'il en soit autrement en détruisant toute politique, anéantirait la possibilité même d'une pensée de la politique. Cette chaîne de destructions bannit logiquement toute possibilité d'une pensée de la paix. »

Or, pour penser la politique, il faut pouvoir formuler un possible. Pour au moins trois raisons, ce dernier s'avéra in formulable : la première fut le carnage du 7 octobre qui l'exclut de lui-même ; la deuxième fut la quasi-totalité des commentaires qui verrouillèrent l'événement dans une essence néo-antisémite,

censurant de facto tout autre terme pour l'analyse; la troisième fut le consensus autour de l'éviction totale et inédite de la catégorie de paix. Ce rejet du possible participa à l'instauration pérenne d'un climat de tension et de terreur intellectuelle à même de prévenir, censure ou autocensure, toute parole un tant soit peu critique. L'identification entre l'antisémitisme et l'antisionisme, au cœur dudit « nouvel antisémitisme », l'interdisait.

En effet, le carnage du Hamas et du Jihad Islamique, malgré le tribut payé par les ressortissants étrangers², fut rapidement qualifié de plus grand massacre antisémite depuis la Seconde Guerre mondiale, avant que le terme de pogrom ne se généralise auprès d'intellectuels comme de journalistes; une aubaine, funeste certes, que la *réaction philosémite*³ ne pouvait sans doute pas laisser filer. Quiconque n'épousait pas la cause de l'État israélien était soupçonné de ne pas épouser celle des Juifs pour embrasser celle de leurs assassins. Une fois l'antisémitisme au centre, exit tout ce qui n'était pas lui. Exit, sous quelque modalité que ce soit, la simple mention de la politique coloniale à Gaza et en Cisjordanie. Et si, des mois durant, l'événement polarisa toutes les conversations, ces dernières étaient le plus souvent comme chuchotées, sous le manteau. Chaque mot était soupesé par la peur et les catégorisations d'alors — « terrorisme *versus* résistance » — avaient d'abord pour fonction de dire d'où chacun parlait, tout en essentialisant les positions. Ces mots n'ouvraient donc à aucune pensée de l'événement mais entendaient la pétrifier.

Logique de puissance et non pas d'existence, les mois qui suivirent le 7 octobre 2023 constituèrent le massacre en un présent indépassable : pas de « jour d'avant », donc pas de « jour d'après » ;

cette coupure entre les jours perdure jusqu'à présent. Pas de « jour d'après », comprendre : nulle politique, nul possible, nulle borne à la guerre, nulle paix. L'émotion fut constituée en ressource première du sécuritaire et du guerrier, au point que certains, Juifs ou pas, estimèrent plus sûr de confier les clés de la maison « Juifs de France » à Marine Le Pen qu'à Rony Brauman. Manifester le 13 novembre 2023 contre l'antisémitisme aux côtés de cette dernière n'émut qu'à la marge. Ou comment un amour (inespéré) des Juifs rejoignit sans heurts l'antienne raciste et islamophobe nationale⁴. Subsidiairement, l'ensemble créa, selon les termes d'un ami, un schisme au sein des Juifs de ce pays.

Le mot Palestine, signifiant politique premier pour Israël — oublié ou refoulé⁵ comme tel — se trouva donc, et pour longtemps, criminalisé. Pouvait-il alors advenir autre chose que cette lente guerre d'anéantissement et de dépérissement si l'on considère, avec Jean-Pierre Filiu, que Gaza constitue l'épicentre du mot Palestine⁶? Autre chose que cette mise à mort politique procédant d'une destruction jusqu'à l'effacement de l'idée de Palestine et de peuple palestinien, soit deux conditions à l'existence d'un possible? Car cette destruction, qui passe nécessairement par la destruction sans répit des corps, vise bien des aspects constituants de l'idée même de Palestine.

Ces derniers mois, j'ai pensé à la Syrie, au siège du camp de Yarmouk, bombardé et affamé par el-Assad de 2013 à 2015. Pas davantage qu'à Gaza, « même un grain de blé » n'y entra. Les destructions y furent telles que, sur les 200 000 habitants y vivant en 2011, il n'en demeure que 3 000⁷. Mais la tournure prise par

cette volonté d'annihilation de tout ce qui fait qu'un peuple est un peuple, ce faire table rase d'un monde, de sa société et de son histoire — les maisons, les jeunes filles, les pêcheurs, les cimetières, les ânes, les livres de classe, les neuf enfants d'un couple de médecins, les mosquées, les musées, les cafés du bord de la mer... — me fit également penser au texte de Vassili Grossman, *L'Ukraine sans les Juifs*. Car pour ce type de destruction, l'annihilation physique totale n'est nullement requise. Aujourd'hui, plus de deux millions de Palestiniens, assiégés et réfugiés chez eux, vivent sur 12 % d'un territoire arasé et lunaire avec pour témoin le monde et, pour seuls souvenirs de sa vie passée, carcasses d'immeubles et poussière grise de ses ruines. Pour les plus de cinq millions de Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie, l'asservissement et l'horreur ont un avenir.

Si, à l'heure où j'écris, la mise à mort par la faim ou la recherche de nourriture a fissuré le consentement politique occidental — un peu d'aide humanitaire est entrée à Gaza après des mois de siège, la reconnaissance d'un génocide se généralise, Emmanuel Macron et Keir Starmer viennent de reconnaître la Palestine en tant qu'État, les prises de parole et manifestations de masse se multiplient en Israël —, la mise en œuvre d'un possible effectif à même d'enrayer ce processus n'est nullement à l'ordre du jour — ce dont atteste le projet d'occupation totale de Gaza par l'armée israélienne. Reste que certains de ceux qui, des mois durant, furent les gardiens du silence, aujourd'hui, parfois en chuchotant, le dénoncent.

Ils le dénoncent cependant selon une modalité particulière si l'on considère le Royaume-Uni. En effet, dans le même temps

que le gouvernement déclare vouloir reconnaître la Palestine, il interdit *Palestine Action* et arrête en masse les manifestants : tombant sous le coup du *Terrorism Act 2000*, l'association se trouve être classée, depuis le 3 juillet 2025, en tant qu'organisation terroriste à l'instar de l'État islamique et d'Al-Qaïda — dont les armes ne se limitent pourtant pas à des bombes de peinture rouge et des trottinettes électriques⁸. Est-ce que le signifiant Palestine, décriminalisé lorsque ces États le nomment, le demeurerait quand peuples et opinions publiques s'en emparent ? Ces États se posent-ils comme les garants de sa décontamination antisémite ou de sa dépolitisation ? Ou bien, aubaine de la lutte antiterroriste, l'utilisent-ils à des fins de police intérieure et de répression la politique extérieure ? Un peu de tout cela.

C'est en lisant la tribune de Georges Didi-Huberman publiée dans *Le Monde* que l'expression « oubli de la politique » m'est venue à l'esprit⁹. Cet oubli, dans ses lignes, ne se loge pas dans « l'intolérable qui règne à Gaza », qualifié de « ghetto affamé, bombardé, proche de la liquidation », mais dans le vis-à-vis qu'il institue entre « l'histoire juive », « son éthique », et la guerre d'anéantissement en cours. Miroir du souvenir tendu au présent, ce vis-à-vis ancestral suscite pour lui « vertige » et « nausée », car ce que Didi-Huberman voit « tout à coup » à Gaza, c'est « le ghetto de Varsovie systématiquement détruit par les nazis, incendié maison par maison avec tout ce qui restait de sa population, entre avril et mai 1943 ».

Avec la destruction des vies à Gaza, ce qui se trouve donc être bafoué par l'actuel gouvernement israélien, c'est « la mémoire juive elle-même », soit, selon Didi-Huberman, une « insulte suprême »

infligée « à ce qui devrait demeurer son propre fondement anthropologique, moral et religieux. Je veux dire son plus ancestral commandement biblique : *Zakhor* » qui, en hébreu, signifie, dit-il, « souviens-toi ». La gravité de cette « insulte » se mesure au sentiment de « honte abyssale » éprouvé par l'auteur et participe à faire des « Juifs de la diaspora » des « otages psychiques » de la situation actuelle.

Israël est donc appréhendé ici en tant que sanctuaire immatériel ayant reçu en legs l'ensemble des principes constitutifs du judaïsme. De façon symptomatique, au cœur de ce sanctuaire, il y a l'histoire juive et non israélienne et, corollaire, l'éthique et non la politique. Or, au fondement du projet politique et national sioniste, il y a d'abord, me semble-t-il, la volonté de créer un sanctuaire que l'on dira biopolitique, corporel : que les Juifs ne soient plus assassinés, que leurs corps soient saufs dans un contexte européen, le XIX^e siècle, de persécutions identifiées comme systémiques, notamment à l'Est. Indépendamment des débats internes au sionisme, cet aspect fonde le caractère juif de l'État et permet de le dire tel¹⁰.

La notion d'oubli est ici un écho détourné de *La Cité divisée*, où Nicole Loraux analyse la restauration de la démocratie athénienne en 403 av. J.-C. sur l'oubli de la guerre civile (*stasis*) qui la divisa trois ans auparavant¹¹. Présence absente soumise à prescription, l'ensemble des citoyens devait faire le serment de ne pas en rappeler les maux. La *polis*, cité idéale, unifiée et pacifiée, servit alors d'idéologie à la cité divisée : elle en était la figure politique rassurante, niant jusqu'à la possibilité de penser les divisions réelles. La condamnation de la mémoire de la *stasis*,

dit-elle, y était « une manière de dénier la réalité du politique¹² ».

« Oubli de la politique » s'imposa à moi tant l'expression scelle à mes yeux, en le nommant, le déni récurrent d'Israël en tant que singularité nationale et historique, un déni à même de le destituer, en tant que pays, État et politique, de son présent comme de son réel. Ma réflexion sur les effets de ce déni, si elle traverse *Terres enchaînées*, donne son titre à l'article « Israël comme métaphore(s) ».

Chacun des textes de ce volume peut donc se lire comme une tentative de démanteler cet oubli, un effort pour ressaisir en termes politiques une séquence ouverte par un pur massacre, celui du 7 octobre 2023, et articuler ces termes en un langage à même d'en proposer une pensée politique. En regard de l'ampleur de la tâche, il m'apparaît logique que ce volume accueille d'autres pensées que la mienne.

Les textes présentés ici, en couvrant une période allant du mois de novembre 2023 à aujourd'hui, se proposent de la reparcourir. Si, temps révolu pour certains, ils interrogent en creux ce qui n'aurait plus lieu d'être, ils proposent au lecteur de réfléchir le legs de cette période pour aujourd'hui. L'ampleur de l'effondrement politique, intellectuel et moral depuis octobre 2023 n'est pas sans conséquences si l'on considère, comme simple exemple, la purge des universités états-uniennes conduite par la *Task Force to Combat Anti-Semitism* de l'administration Trump¹³. De même, le cadre politique, intellectuel, et interprétatif à partir duquel le 7 octobre fut appréhendé lui étant bien antérieur, comment ce dernier s'est-il depuis consolidé ?

Centrés sur Israël dans son rapport à la Palestine, les textes de *Terres enchaînées* sont de natures diverses — articles d'intervention, entretiens, traduction. Ce choix tient d'une part à vouloir faire de ce livre une sorte de témoignage de la période, une tentative de fixer la volatilité inhérente au présent politique. Il tient d'autre part à rendre compte, dans la durée comme dans ses différents aspects, des tentatives, parfois conjointes, de chercher à démanteler l'oubli de la politique pour sortir de la métaphore, que son contenu soit le néo-antisémitisme, la morale, les émotions, le spirituel, le religieux ou encore l'humanisme. Car cet oubli, en défaisant tout vis-à-vis politique avec la situation, en instaure d'autres.

Quitter la métaphore s'est révélé être une condition pour l'analyse : substituer au seul pays idéal le pays réel, considérer Israël comme un État à l'égal d'autres États. Appréhender Israël en tant que « État tout court », le désexceptionnaliser, permet de lui restituer un peu de sa singularité politique. L'opération n'annihile en rien le judaïsme, mais le soustrait d'une captation par le seul État qui, elle, ne peut conduire qu'à l'abandon de tout possible au profit d'une impasse perpétuée par la guerre. Chacun des textes de ce livre, à sa façon, éclaire ces points.

« Faire date autrement » et « Quand la guerre est sans but, elle est nécessairement sans fin » se concentrent sur la séquence ouverte par le 7 octobre 2023, qu'ils cherchent à penser à partir de son temps politique et guerrier, tout en abordant les nouveaux usages politiques de l'antisémitisme. « Chronique d'une radicalisation. Ce que l'occupation fait à Israël » est un entretien avec Omer Bartov. Consacré au présent comme à l'histoire d'Israël, la datation

Table

L'oubli de la politique	11
Faire date autrement	25
« Si la guerre est sans but, elle est nécessairement sans fin »	41
Chronique d'une radicalisation. Ce que l'occupation fait à Israël	53
Israël comme métaphore(s)	97
« En mon nom »	117
Lettre aux Juifs italiens de Franco Lattes Fortini	121
L'antisémitisme de sens contraire	127
Paris, Bruxelles, Ramallah : du réel au possible	143
Notes	165